

Loi anti-inflation

supprimer les conséquences de l'inflation pour les personnes à revenus modique ou fixe et les pensionnés. Nous pouvons ralentir nettement l'inflation si nous présentons des programmes justes pour la population.

● (1600)

J'ai entendu les porte-parole du gouvernement parler de «justice approximative». S'il s'agit d'une justice approximative pour les pauvres et les gens à revenus fixes, à mon sens, ce n'est pas de la justice, mais de l'injustice. Si l'on veut enrayer l'inflation, il faut mettre en œuvre une politique à plusieurs volets. Il faut instaurer des plans d'ensemble visant à résoudre plusieurs problèmes en même temps. Il faut s'attaquer à l'inflation, lutter davantage contre le chômage et répondre aux besoins sociaux et humains de la population. Il faut le faire en se lançant dans la construction massive de logements à des prix abordables. Cela fera beaucoup pour remédier à l'inflation et au chômage en même temps.

Nous soutenons depuis des années que nous pouvons améliorer le taux d'inflation par un système de contrôles sélectifs des prix et la création d'une commission de surveillance des prix qui obligera tous ceux qui veulent augmenter leurs prix à venir témoigner devant elle pour y justifier l'augmentation. Si elles peuvent le faire en prouvant que le coût de production a vraiment augmenté, nous serions justes et dirions: «Très bien, nous vous permettons cette augmentation.» Si General Motors veut augmenter le prix de ses camions de \$300 mais ne peut prouver qu'une augmentation de coûts de \$100, nous lui accorderions alors une augmentation de \$100. C'est certes juste. C'est certes la façon la plus honnête de contrôler le coût de la vie et l'inflation. C'est mieux que de s'en prendre à nos gens à faibles revenus.

Si nous contrôlions les prix de secteurs de notre économie comme l'acier, la machinerie agricole, les engrais et les produits du genre, nous devrions effectivement contrôler non seulement le prix de l'acier et des autres produits mentionnés, mais nous assurer que les manufacturiers d'acier et autres ne créent pas de pénuries artificielles pour ensuite persuader le gouvernement de leur accorder des augmentations. On ne peut avoir l'un sans l'autre. Si on contrôle le prix, il faut avoir quelque chose à dire dans la production. Si on contrôle le prix de l'acier, on contrôle aussi les coûts de production d'un grand nombre d'autres produits comme les automobiles, la machinerie agricole, les réfrigérateurs, les cuisinières, l'acier de construction, et ainsi de suite. Il ne serait pas nécessaire d'aller se mettre le nez dans les livres de tous les marchands et entrepreneurs pour voir ce qu'ils paient parce qu'on saurait ce que leur acier leur coûte.

Notre commission de surveillance des prix travaillerait tout à fait à l'opposé de la façon dont fonctionnera la Commission de lutte contre l'inflation qu'on se propose d'établir. Si quelqu'un se plaint à la commission du gouvernement, cette dernière fera enquête. Nous croyons que ce devrait être le contraire. Nous croyons que tous ceux qui veulent augmenter leurs prix devraient d'abord comparaître devant la commission pour justifier l'augmentation de prix, avant que celle-ci soit accordée. C'est la bonne façon, je vous dis. Si le gouvernement insiste pour créer sa commission, alors au moins moi et un autre député dirons aux gens de nos circonscriptions de signifier à la commission chaque augmentation de prix, où qu'elle prenne forme.

Cela me rappelle quelque chose. Le gouvernement a-t-il envisagé de faire un examen rapide des chaînes d'épicerie et magasins à rayons de gros et de détail au pays? J'ai

[M. Benjamin.]

parlé au téléphone à des gens de Regina et de Vancouver et j'ai appris quelque chose que tous le monde sait, je suppose. Parce que ce semblant de gouvernement a donné sa main au cours de la longue fin de semaine, la direction de beaucoup de magasins l'autre jour a galopé dans les allées en majorant le prix de milliers de produits. On m'a dit qu'ils ont commencé à le faire avant même que le premier ministre n'annonce le programme à la télévision. A mon avis, le gouvernement devrait exiger la tenue d'une enquête approfondie afin de comparer le prix de milliers de denrées pendant la semaine précédant le 14 octobre et leur prix après cette date. Ce serait très intéressant. Le gouvernement devra le faire s'il préconise vraiment la modération et s'il veut être juste.

En plus d'imposer une réglementation sélective et d'établir la Commission de surveillance des prix, nous devrions nous assurer que notre régime fiscal est juste. J'ai remarqué que le premier ministre a parlé de percevoir en impôts l'excédent de revenu de ceux qui ne respecteront pas les lignes directrices. C'est très bien, mais je le croirai quand je le verrai parce que notre régime fiscal est très injuste. Il établit des distinctions entre les pauvres et les riches et entre les sociétés et les particuliers; il devrait être entièrement révisé.

Si le gouvernement fait ce que j'ai proposé, s'il adopte des programmes justes et équitables, il recevra l'appui et la collaboration des Canadiens. Mais il doit prendre certaines mesures que j'ai proposées. Il doit s'attaquer au chômage et fournir des logements s'il veut obtenir la collaboration nécessaire à la réussite du programme.

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Madame l'Orateur, c'est avec une certaine préoccupation que je prends la parole au sujet du bill C-73 qui prévoit les directives obligatoires que veut imposer le gouvernement pour combattre l'inflation. J'ai commencé à m'inquiéter au sujet du bill lorsque le premier ministre a annoncé la mesure au réseau national de télévision le jour de l'Action de grâce. Bien que les Canadiens soient dans une situation favorisée, ce n'est certainement pas avec plaisir qu'ils ont entendu le premier ministre (M. Trudeau) préconiser des mesures dont il s'est toujours moqué et qu'il ne semble pas personnellement disposé à suivre.

Le fait est que le premier ministre et ses collègues ont dupé les électeurs en 1974 simplement pour remporter la victoire. A ce moment-là, tous les membres du cabinet ont caché la situation économique aux Canadiens, tout comme ils leur ont caché les faits à propos des réserves de pétrole. Maintenant, on commence à se rendre compte de la vérité. Après avoir mis le feu aux poudres, le premier ministre demande aux électeurs d'étouffer les flammes de l'inflation.

Il est révoltant que le premier ministre préconise la modération personnelle après avoir fait preuve de la plus grande prodigalité jamais vue au Canada. Son train de vie aux frais de l'État rendrait envieux un maharajah: piscines, Cadillac, voyages et un important personnel.

Une voix: Quelle honte!

M. Crouse: J'ai entendu quelqu'un dire que c'est une honte. Je le défie de réfuter ce que j'ai dit. Ce sont les faits et ils sont honteux. Le député voudra peut-être prendre la parole lorsque j'aurai terminé.